

François HOLLANDE est aujourd'hui en Lorraine, à l'aciérie Arcelor Mittal de Gandrange, « symbole de l'échec industriel » de cinq années de sarkozisme.

Paroles, paroles, paroles... Une spécialité présidentielle depuis 2007. Le 4 février 2008, Nicolas SARKOZY débarque en grande pompe à Gandrange et promet aux ouvriers que l'Etat prendra en charge « tout ou partie des investissements nécessaires » au maintien de l'activité de l'usine. Le Président de la République n'a pas tenu deux mois avant de changer d'avis et de ne promettre finalement que des reclassements, et quels reclassements ! Sur les 575 salariés de l'aciérie :

-130 ont dû se contenter d'un temps partiel avant de partir en retraite (quand on sait que les dernières années sont prises en compte dans le calcul de base retraite, on imagine la faiblesse de la pension de ces personnes...).

-Une quinzaine a été licenciée pour avoir refusé des offres de reclassement. Ont-ils eu raison ? Sans doute ! Car les autres ont été affectés sur le laminoir de Gandrange ou le site de Florange, en acceptant souvent des baisses de salaires. C'est inacceptable !

La politique industriel de l'UMP, c'est 400.000 emplois perdus dans l'industrie et une baisse de la compétitivité de la France dans ce secteur ! L'Institut de l'Entreprise est clair : ces résultats catastrophiques relèvent de facteurs structurels. Ce n'est pas à cause de la crise, comme le martèle souvent l'UMP, c'est à cause des mauvais choix budgétaires des gouvernements sarkozistes successifs ! La droite a été capable d'injecter 15 milliards d'euros pour aider des banques qui ont spéculé avec l'argent des Français, mais elle a été incapable de placer correctement un seul centime pour sauver l'industrie française !

Face à cet immobilisme à peine latent, les élus locaux n'ont pas attendu l'UMP pour se mobiliser et ont tout fait pour sauver les emplois de Gandrange, tout comme je l'ai fait par exemple pour que les 67 hommes et 33 femmes de Cignet Electronics à Jarville soient reclassés (avec un objectif atteint à quasiment 100 % !).

Aujourd'hui, l'Etat doit mener une véritable politique de réindustrialisation pour relancer la croissance et résorber le problème du chômage. Les priorités du Parti socialiste en la matière sont pertinentes, tournées vers les PME (qui sont avec les artisans les véritables producteurs de richesses), offrant aux régions des outils adaptés au développement de l'industrie (banque publique d'investissement régionalisée), développant l'idée d'un patriotisme industriel.

C'est loin des paillettes du Fouquet's que nous y parviendront !